Laïcité

André Comte-Sponville – publié le 01/07/2011

André Comte-Sponville est philosophe. Parmi ses ouvrages, *Petit traité des grandes vertus* (PUF, 1995), *L'Esprit de l'athéisme* (Albin Michel, 2006) et *Le Goût de vivre et cent autres propos* (Albin Michel, 2010).

Lorsque nous commençâmes à distribuer des tracts à l'entrée du lycée, en 1968, la directrice nous convoqua dans son bureau : elle voyait dans notre comportement « une atteinte à la laïcité ». Nous n'en avons bien sûr rien cru. Que l'école doive être politiquement neutre, nous en étions d'accord. Mais en quoi cela nous obligeait-il, nous, à l'être ? Telle fut à peu près notre réponse : « La laïcité est là pour garantir la liberté d'opinion et d'expression, pas pour l'abolir ! » Nous continuâmes donc à distribuer nos tracts, comme à tenir des réunions politiques à l'intérieur du lycée. La laïcité s'en accommoda : on n'était pas moins libre, ces années-là, qu'aujourd'hui.

Quarante ans plus tard, la situation a pourtant bien changé. Il arrive toujours, quoique ce soit plus rare, qu'on distribue des tracts à l'entrée d'un lycée. Cela ne choque pas grand monde. Mais qu'une jeune fille porte un voile, qu'un jeune homme porte une kippa, et voilà l'opinion qui s'affole : la laïcité serait menacée, donc aussi la République... Je me demande, comme autrefois dans le bureau de la directrice, si ce n'est pas un contresens sur la laïcité. Que l'école soit gratuite, laïque et obligatoire, en quoi cela oblige-t-il les élèves à l'être ? Quel sens cela pourrait-il même avoir ? Que les enseignants, qui représentent l'institution et sont payés par l'État, soient tenus à un strict devoir de réserve, c'est une évidence (que tous, d'ailleurs, ne respectent pas). Mais un lycéen ne représente que lui-même. Pourquoi lui interdire, dès lors qu'il ne fait pression sur personne, d'exprimer ses opinions ou ses croyances ?

Le ministre de l'Intérieur parla un jour - avant de nuancer fortement son propos - d'interdire tout signe religieux aux usagers des services publics. La mesure serait évidemment inapplicable et d'ailleurs anticonstitutionnelle. Va-t-on refuser l'accès aux transports en commun ou à l'hôpital à tout porteur d'une croix ou d'une kippa, à tout prêtre en soutane, à toute religieuse ? Chacun sait qu'il n'en est pas question, et que le vrai problème est ailleurs. Où ? Non pas dans la laïcité mais dans l'islam, ou plutôt dans la conception que certains en ont, chez ses adversaires (non parfois sans une forme de racisme ou de xénophobie) comme chez ses zéloteurs les plus traditionalistes. Refuser qu'une femme, à l'hôpital, soit examinée par un homme ? Ce n'est pas d'abord une atteinte à la laïcité (quoique c'en soit une : un service public ne saurait se soumettre aux dictats religieux de tel ou tel). C'est d'abord une stupidité, qui ne pourrait que fragiliser nos hôpitaux et mettre en danger la santé de tous. La burqa ? Ce n'est pas d'abord une faute contre la laïcité. C'est une atteinte à la dignité des femmes, à une certaine conception des rapports humains (qui suppose qu'on puisse voir le visage de la personne qu'on rencontre), voire à la sécurité publique (qui a besoin qu'on puisse, le cas échéant, reconnaître les auteurs de délits). Les prières publiques dans les rues ? Ce n'est pas d'abord une atteinte à la laïcité (pas plus, entre nous soit dit, que les pèlerinages ou les processions catholiques) ; c'est une atteinte à la liberté de circulation, comme le manque de mosquées est une atteinte à la liberté de culte.

Mais voilà : comme il n'est pas politiquement correct de critiquer l'islam (et comme il est politiquement dangereux de proposer la construction de nouvelles mosquées !), on préfère se retrancher pudiquement derrière le paravent de la laïcité. Ce sont nos Tartuffe d'aujourd'hui : cachez cet islam que je ne saurais voir ! Mais ce n'est qu'un leurre. Que la République n'ait pas de religion, cela n'empêche pas les citoyens d'en avoir une, ni de l'exprimer publiquement, ni de critiquer le comportement misogyne, machiste ou rétrograde de telle ou telle communauté religieuse. Et cela ne dispensera pas les musulmans de s'adapter à la modernité, qui est laïque, démocratique et féministe